

révoltes

1^{er} juin 2007

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

[révoltes-presse.fr](http://revoltes-presse.fr)

Non au projet de loi instaurant l'autonomie des universités ! Retrait du projet Sarkozy- Fillon - Péresse qui s'attaque aux droits des étudiants, lycéens et enseignants-chercheurs !

Un projet de loi instaurant l'autonomie des universités sera voté ... en juillet, pendant que les universités et les lycées sont fermés : le gouvernement espère ainsi empêcher toute mobilisation de la jeunesse.

L'autonomie prépare la sélection.

Fillon prétend qu'il n'y aura pas de sélection à l'entrée de l'Université : mais celle-ci sera organisée, durant la première année, avec la mise en place de filières sélectives ! Le gouvernement veut donner au patronat local le pouvoir au sein des universités. Les nouveaux présidents-patrons d'universités organiseront les filières et les « flux » en fonction des besoins patronaux. Sarkozy avait été clair le 27 mars : « *l'autonomie, je la veux pour les universités, dans le recrutement des étudiants...* ».

L'autonomie, c'est la fin des diplômes nationaux, et des statuts nationaux des enseignants.

Avec l'autonomie, le contenu et la qualité des diplômes sera variable selon les universités. On ira donc vers **la fin des diplômes nationaux**... Ceci sera accéléré par la destruction des statuts nationaux des enseignants chercheurs (leur recrutement et leur contrat deviendront locaux). Les nouveaux présidents-patrons pourront alors rendre ultra-sélectives et payantes certaines filières, les plus recherchées.

À bas le projet des Présidents d'université !

La Conférence des Présidents d'Université (CPU) a publié un document préparatoire à la réforme de l'Université. Il prévoit des filières sélectives, le paiement des études, etc... Au cœur de ce projet, il y a l'autonomie complète des universités. Une loi votée en juillet sur la seule question de l'autonomie permettra ensuite de faire passer l'ensemble des projets sarkozystes de la CPU.

D'ores et déjà, Lussault, porte parole de la CPU, déclare que « *c'est une bonne chose* » que l'autonomie annoncée par le gouvernement soit imposée à toutes les universités.

Pour le boycott des Assises sarkozystes.

Pour mettre en œuvre « son » projet (qui est en réalité celui du Medef et de Sarkozy), la CPU veut organiser en septembre des Assises de l'Université. Celles-ci, qui se tiendront après le vote de la loi d'autonomie, serviront donc à mettre en place les projets de Sarkozy. Or les organisations syndicales, dont l'Unef, ont donné leur accord à cette opération. C'est inacceptable : boycott des Assises !

Le rôle d'un syndicat est de combattre Sarkozy, non de l'aider : Boycott des Assises sarkozystes !

Sarkozy et Fillon redoutent les mobilisations de la jeunesse et des enseignants. Ils multiplient donc les rencontres avec les dirigeants syndicaux pour les associer à leurs projets... Déjà, Bruno Julliard, président de l'Unef demande lui aussi une « réforme de l'université »... À l'inverse, la position de l'UNEF doit être: Non à l'autonomie de l'université ! Non aux réformes de Sarkozy ! Le rôle de l'UNEF n'est pas de dialoguer avec Sarkozy. Le rôle de l'UNEF (comme des syndicats enseignants) c'est de dire clairement : Retrait du projet de loi d'autonomie des universités ! De s'adresser aux confédérations syndicales, aux partis politiques qui disent combattre Sarkozy (PS, PCF, LO, LCR..) pour, dans l'unité, exiger : **retrait !** Ce projet n'est pas négociable : **boycott des trois groupes de travail organisés par le ministère !**

Un seul mot d'ordre : Non à l'autonomie de l'université !

Pour faire passer sa politique, Sarkozy espère obtenir une large majorité de députés UMP. Il aura l'appui du MoDem de Bayrou qui est favorable à l'autonomie de l'université. Aussi est-il nécessaire, aux élections législatives, voter contre les candidats de Sarkozy et de Bayrou, contre ceux de Le Pen (et des Radicaux « de gauche » qui sont prêts à rallier Sarkozy) : **vote pour les candidats du PS ou du PCF, de la LCR ou de LO** (au second tour, pour celui restant en lice, indépendamment de son programme). L'UNEF devrait appeler à voter ainsi. Bien évidemment, si ces candidats veulent vraiment mettre en échec les candidats de Sarkozy et Bayrou, qu'ils adoptent une position claire contre les projets de Sarkozy ! Et en particulier : retrait du projet d'autonomie des universités ! Assez de concertation !

* * *

Ce qu'ils ont dit :

Selon Fillon, ce sera la réforme « peut-être la plus importante de la législature ».

Avec l'autonomie des universités, les établissements pourront « *s'organiser comme ils l'entendent, recruter leurs enseignants comme ils l'entendent, créer les enseignements qu'ils veulent..* ».

À en croire Fillon, il ne serait « *pas question d'instaurer une sélection à l'entrée de l'Université, ni d'augmenter les droits d'inscription* »...mais avec l'autonomie, la CPU (et Sarkozy) préparent la sélection généralisée, en contraignant les étudiants à accepter l'orientation qu'on leur dictera : « *un processus d'orientation active* » avec « *un contrat individualisé de réussite (CIR), défini par l'équipe pédagogique incluant...un module de projet professionnel, un stage obligatoire..* » L'étudiant n'aura plus aucune liberté : les patrons et leurs représentants définiront son orientation selon les besoins patronaux.

De même, la CPU veut instaurer une sélection dès le début du master : elle veut « *que l'on aborde franchement la question de la gestion des flux* ».

En outre, le dispositif amorcé cette année par certaines universités d'entretiens obligatoires ...pour inciter nombre de lycéens à modifier leurs choix, est maintenu ; alors qu'aujourd'hui, le bac est la seule condition pour s'inscrire à la fac.

Quant aux frais d'inscriptions, la CPU écrit : « *Il n'est pas illégitime de demander aux étudiants une participation plus importante aux frais de scolarité* ».

Bruno Julliard, président de l'Unef, propose de discuter avec Sarkozy

Il déclare : « *notre université a sans conteste besoin d'être réformée. Les acteurs de l'Université, dont l'UNEF, sont prêts à s'engager dans cette voie* ». Mais les étudiants n'ont pas demandé de réforme à ce gouvernement ! Et le syndicat étudiant n'est pas fait pour aider le gouvernement de Sarkozy, ni pour lui présenter des « contre-projets » qui vont dans le même sens !

De fait, Julliard redoute « *un début de privatisation par une augmentation des frais d'inscription ou la fin des diplômes nationaux* » et explique: « *je pense que Nicolas Sarkozy veut une université à deux vitesses* », c'est-à-dire une pour les enfants de riches et une pour les « pauvres ». Mais Julliard ne rejette pas le principe de l'autonomie et veut participer aux assises de la CPU.

Il faut être net : de même qu'elle l'avait fait lors de la mobilisation contre le CPE en se prononçant pour le retrait pur et simple du projet gouvernemental, l'UNEF **doit se prononcer clairement pour le retrait pur et simple du projet gouvernemental et refuser d'en discuter.**

Non à la suppression de la carte scolaire !

Le gouvernement veut supprimer la carte scolaire. Ce sera le règne du piston et de la magouille, qui profite aux plus fortunés : les chefs d'établissement choisiront les élèves qui leur conviennent. Certains lycées crouleront sous les effectifs, avec des classes surchargées, puis le gouvernement pourra fermer et raser les lycées moins demandés : des milliers de postes d'enseignants seront ainsi économisés!

Pour Sarkozy l'objectif est un enseignement à deux vitesses, inégalitaires.